

1. [Paris Match](#)
2. [Actu](#)
3. [Société](#)

Les irréductibles Gaulois contre l'empire Unilever

Paris Match | Publié le 14/09/2016 à 10h20

[Jacques Duplessy](#)



A Gémenos (Bouches-du-Rhône), les ex-salariés de Fralib ont relancé la production et signé des contrats avec la grande distribution. Cyril Marcilhacy
×Close

Ils fabriquaient les thés Elephant dans la région marseillaise. Et faisaient du profit. Quand la grande marque de distribution décide de délocaliser en Pologne pour gagner plus, un bras de fer s'engage pendant près de quatre ans. La potion magique des salariés ? Une foi sans faille en leur savoir-faire. Ils investissent leurs économies pour s'approprier l'entreprise. Résultat : Fralib devient Scop-Ti, et les thés sont encore meilleurs. Ils sont devenus invincibles ! Récit.

Du haut de la passerelle métallique qui surplombe les chaînes de production, Gérard Cazorla regarde fièrement les boîtes de thé sortir à la vitesse grand V. Ce quinquagénaire, ancien technicien de maintenance devenu président de Scop-Ti, sait que l'usine revient de loin. En

toute logique, elle aurait dû être démantelée et il devrait pointer à Pôle emploi. Le 28 septembre 2010, c'est un coup de massue qu'ont reçu les 182 salariés de Fralib, une société propriété du géant Unilever, qui produit les thés de la marque Elephant. Unilever annonce que l'activité sera délocalisée en Pologne. « Et pourtant, nous étions rentables, assure Gérard Cazorla. Nous avons même démontré que quatre mois de production suffisaient à amortir les coûts. » Mais le mastodonte britannico-néerlandais veut gagner plus. La masse salariale représente 15 centimes sur une boîte de thé en France, contre 9 centimes en Pologne. Alors, les ouvriers de Fralib reçoivent une proposition de travail en Pologne pour un salaire brut annuel de 6 000 euros ! La lettre stipule une autre condition nécessaire : savoir parler polonais...

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

Un bras de fer trois ans et huit mois

Immédiatement la lutte s'organise. La CGT, très présente dans l'entreprise, est en pointe. Mais elle combat main dans la main avec la CGC, le syndicat des cadres. Le bras de fer durera 1 336 jours, trois ans et huit mois. Par deux fois, les Fralib occupent leur entreprise pour empêcher le démontage des machines. Les trois plans sociaux d'Unilever sont retoqués par la justice. Les Fralib envahissent le ministère de l'Agriculture, défilent jusqu'à l'Élysée. Leur ténacité fait le tour des médias. Les politiques défilent à Gémenos, les habitués des conflits sociaux comme Jean-Luc Mélenchon, Olivier Besancenot, Philippe Poutou et Pierre Laurent, mais aussi le candidat à la primaire François Hollande ou Eva Joly. Au lendemain de la victoire socialiste, c'est Arnaud Montebourg qui débarque, le 25 mai 2012.

"

Nous sommes devenus le symbole des délocalisations massives injustes

"

Cheveux poivre et sel en bataille, chemis en jean sous sa blouse réglementaire verte et collier en métal blanc, Olivier Leberquier, l'ancien délégué CGT devenu directeur général délégué, continue la lutte contre les délocalisations : « Nous sommes devenus malgré nous le symbole des délocalisations massives injustes. Un combat qui nous dépasse. On nous invite souvent pour raconter notre expérience. Malheureusement tous les cas sont différents, et nous n'avons pas de recette magique. Si on peut donner envie de se battre pour sauver des emplois, c'est déjà ça. » Pendant le combat, les Fralib pensent à l'avenir. Comment sauvegarder les emplois puisque Unilever est décidé à fermer l'usine ? Une idée un peu folle germe dans les esprits : pourquoi ne pas créer une Scop, une Société coopérative et participative ? Les salariés, associés majoritaires, détiennent au moins 51 % du capital social et 65 % des droits de vote. Voilà l'outil idéal qui permettrait aux ouvriers de prendre leur destin en main. Le 26 mai 2012, Unilever cède et signe un accord de fin de conflit. Il lui en coûtera près de 20 millions d'euros : 10 millions d'arriérés de salaires et de cotisations sociales, 20 000 euros par salarié pour les 76 employés concernés par l'accord (les autres ayant accepté les conditions d'Unilever ou retrouvé un emploi), 7 millions pour les machines de production, valeur réelle des machines cédées pour l'euro symbolique, et 2,85 millions d'euros pour la coopérative à naître.

58 salariés relèvent le pari d'investir ensemble leur prime de licenciement

Finally, 58 salariés relèvent le pari risqué de la Scop et décident d'investir ensemble leur prime de licenciement. Ainsi, 177 000 euros constituent le capital de la société pour se lancer dans l'aventure. L'accord signé avec Unilever leur garantit 3 millions d'euros de fonds de roulement pour démarrer. L'entreprise prend le nom de Scop-Ti : Société coopérative ouvrière provençale de thés et infusions. N'ayant pu garder la marque Elephant, propriété d'Unilever, les ouvriers créent les leurs : Scop-Ti pour les produits bio et 1336, le nombre de jours de lutte pour sauver leurs emplois, pour les grandes surfaces. **Leur slogan : « Réveiller les consciences, éveiller les papilles »** rappelle aussi leur histoire singulière. Mais Olivier Leberquier sait que Scop-Ti ne peut pas s'enfermer dans cette posture militante. « Les gens peuvent acheter une fois du thé pour nous soutenir. Mais ils le feront régulièrement s'il est bon. Nous devons être à la hauteur, et ce n'est jamais gagné d'avance. »

Et c'est là qu'intervient Nadine Fiquet pour remporter la bataille du goût et de la qualité. Elle concocte les recettes : 17 variétés pour 1336 et 9 recettes bio sous la marque Scop-Ti. On trouve des thés comme le Darjeeling, l'Earl Grey, le thé aromatisé au caramel ou à la menthe, des infusions, tilleul, verveine, menthe douce, infusion du soir, etc. Contrairement à la marque Elephant, tous les arômes sont naturels. « J'avais quitté le service qualité d'Unilever en 2007 pour des raisons personnelles, raconte le « nez » Nadine Fiquet. Quand j'ai appris la fermeture de l'usine, je suis venue soutenir mes ex-collègues, d'autant que mon mari travaille ici aussi. Quand il y a eu l'idée de la Scop, j'ai cru en cette aventure. Maintenant, on travaille plus en commun ; avant on ne nous demandait jamais notre avis. **C'est d'abord une belle expérience humaine.** On est plus une famille qu'une entreprise. » Depuis décembre, elle a retrouvé son ancien poste et forme des collègues aux méandres de la qualité et de la dégustation. Elle cherche aussi de nouvelles recettes. Sur sa paillasse de chimiste, des échantillons pour une nouvelle infusion, qu'elle accepte de me faire goûter à la condition de garder le secret sur sa composition ! Car les infusions se dégustent comme le vin : nez, goût, longueur en bouche. Là, le breuvage est trop amer... La note est sans appel. Le fournisseur doit revoir sa copie. « C'est difficile de trouver les bons produits et la bonne composition, explique Nadine Fiquet. Pour le thé Darjeeling, qui est pourtant un basique, j'ai testé une cinquantaine d'échantillons. J'ai mis des mois à trouver le thé qui me plaisait. Ce sont de très vieux plans qui viennent du jardin de Makaibari, en Inde. Ce thé a une couleur très pâle et des notes muscat. » La Scop privilégie le made in France : le tilleul vient de la Drôme, la camomille, la mélisse et la menthe du sud de la France. Les ouvriers sont même allés cueillir le tilleul pour avoir une bonne qualité à un coût abordable.

Scop-Ti démarre sur les chapeau de roues

Visiblement, les recettes de Nadine plaisent. Leur thé vert Yen Bai du Vietnam est en rupture de stock. Sur le plan commercial, Scop-Ti démarre sur les chapeaux de roue. Depuis le début de l'activité, fin septembre 2015, l'entreprise a généré un chiffre d'affaires de 460 000 euros sous la seule marque 1336. Des clients viennent chaque jour à l'usine s'approvisionner. Comme Jean-Guy et Christiane qui arrivent de Marseille. Ce couple de retraités veut ainsi manifester sa solidarité avec la toute jeune société. « On les soutenait pendant la lutte, maintenant on continue de venir et on amène les copains. Heureusement qu'ils se sont obstinés pour remporter leur combat ! Délocaliser une boîte qui marche pour un peu plus d'argent, ce n'est pas normal. » Sur la porte n°113, le bureau des chefs, un salarié plein

d'humour a mis l'étiquette « Direction-Ressources humaines-Syndicat ». Au pays de Scop-Ti, il n'y a pas les gentils et les méchants. Alors, ça fait quoi à un délégué CGT de devenir patron ? Olivier Leberquier démarre au quart de tour : « Je ne suis pas patron, je suis coopérateur ! – Mais vous êtes directeur général délégué ? – Il fallait bien des titres, donc on les a pris comme on a pris nos responsabilités dans la lutte. » Che Guevara, qui trône au-dessus de son bureau, semble acquiescer. Autre sujet d'actualité : les 35 heures. Le directeur général explique : « Nous sommes tous aux 35 heures sur notre contrat de travail. – Et dans les faits, vous travaillez combien de temps ? – Au moins 50 heures. Mais je travaille 35 heures, et ensuite c'est l'action militante. » Nuance !

"

On reçoit des lettres chaque jour pour nous féliciter

"

Chaque semaine, les salariés de Scop-Ti et les bénévoles de l'association Force et bon thé qui les soutiennent font des animations dans les supermarchés de la région pour faire connaître et promouvoir leurs produits. « On reçoit des lettres chaque jour pour nous féliciter, nous souhaiter bonne chance », témoigne Marc Decugis, directeur général. Comme en écho à ses paroles, la sonnerie incongrue d'un clairon résonne dans les haut-parleurs de l'usine. Il éclate de rire : « Ça, c'est quand on fait une vente de plus de 1 000 euros. C'est une petite victoire qui nous motive. » Etonnant croisement de la Scop ouvrière et du management à l'américaine.

La mise en place de cette nouvelle organisation n'a pas été une mince affaire. La quasi-totalité des cadres avaient retrouvé un emploi avant la fin de la lutte des Fralib. Alors il a fallu tout repenser et trouver de nouvelles compétences.

Rim Hidri est devenue l'assistante comptable de Scop-Ti. Depuis 2008, elle était manutentionnaire, puis polyvalente de laboratoire. « Mais j'avais un diplôme d'assistante de direction. Donc j'avais des bases de comptabilité et de gestion des ressources humaines, explique-t-elle. J'ai proposé mes compétences pour ce poste. » Les 1 336 jours de lutte l'ont surtout fait devenir « une autre personne » : « Ce combat a été pour moi émancipateur. J'étais une personne très réservée, maintenant je ne le suis plus. Ma famille a soutenu mon engagement, mais des amis me disaient : **“Tu vas te battre contre une multinationale ! Tu rêves, c'est impossible de gagner !”** Et pourtant, on l'a fait ! Quand on sait que c'est juste, on tient. Pendant le conflit, je gérais l'administratif, la préparation des dossiers juridiques, donc j'ai beaucoup appris. On a vécu des moments très durs, mais aussi des moments de joie, de fraternité. Nous avons reçu beaucoup de soutien. La France est belle par ça. » Rim Hidri est assistée par Chantal Fayol, une ancienne directrice financière d'un groupe industriel, expert-comptable de formation, aujourd'hui retraitée. « Mon frère soutenait les Fralib, bien que ne travaillant pas à Unilever. Il m'a dit : “La Scop manque de compétences pour la gestion financière, tu ne pourrais pas les aider ?” Je suis venue la première fois fin août 2014 et depuis je m'incruste ! Il a fallu tout créer, les outils informatiques, les procédures... »

"

On est sous pression, condamnés à réussir

"

Marc Decugis n'en revient pas : « Cette lutte a été une révélation pour moi. Avant, je n'étais pas engagé sur le plan syndical. Avec Scop-Ti, c'est un autre monde qui s'ouvre. On est sous pression, condamnés à réussir. Mais la mobilisation de chacun est impressionnante et j'y crois vraiment. » Scop-Ti ne se contente pas d'un succès local et vise beaucoup plus loin. Pour cela, l'entreprise a un atout de taille : la dimension impressionnante et la qualité de l'outil industriel. « Avec toutes les chaînes de production, on peut approvisionner en thé une bonne partie de l'Europe de l'Ouest. On pourrait aller jusqu'à 2,5 milliards de sachets, soit 6 000 tonnes de thés et d'infusions », explique Marc Decugis. Un nouveau combat commence : être référencé dans les grandes surfaces, mais aussi proposer leurs services pour mettre en sachets des marques de distributeurs. Scop-Ti a fait appel à un service de commerciaux sur tout le territoire pour promouvoir leurs marques. 1336 est dans les rayons d'un tiers des Auchan, la plate-forme Franprix la propose au niveau national, Carrefour et Casino dans le sud de la France. Les infusions bio sous la marque Scop-Ti lancées depuis avril devraient bientôt rejoindre les rayons de Biocoop et peut-être de Naturalia. Prix Carrefour 2016 pour la responsabilité sociale des entreprises, la gamme bio sera diffusée par l'enseigne en région parisienne et dans l'Ouest. Tous les produits sont aussi sur le site de vente en ligne Maxicoffee.

A lire aussi: ["Le mouvement de délocalisation tend à s'estomper"](#)

En début d'année, Scop-Ti a signé un contrat de mise en sachets de 200 tonnes de thé pour une marque distributeur. Et l'entreprise attend les réponses d'autres appels d'offres auxquels elle a participé. L'effectif de Scop-Ti est de 30 salariés en CDI, 10 nouveaux sont arrivés fin mai et 10 autres devraient être recrutés à partir de septembre. L'objectif est d'atteindre d'ici à trois ans les 650 tonnes de production annuelle pour pouvoir embaucher tous les Fralib en fin de droits engagés dans le projet. « Pour 40 salariés, nous devons atteindre 150 000 euros de chiffre d'affaires par mois. Avec les marques de distributeurs, c'est tout à fait jouable », explique Gérard Cazorla. Soudain, encore le clairon. Il aura sonné onze fois aujourd'hui. Plus de 11 280 euros de chiffre d'affaires pour cette seule journée. Un record depuis l'ouverture de Scop-Ti !